

CONFERENCE DE PRESSE COMITE DE CRISE 8 FEVRIER 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Il faudra compter avec nous !

Du fait de la décision du Grand Conseil, le canton a commencé l'année sans budget. La nécessité d'une majorité qualifiée pour voter un budget – imposée par le scandaleux frein à l'endettement – a permis à la majorité arrogante de la droite du parlement d'imposer un blocage financier du canton. Et ceci alors même que le budget proposé par le Conseil d'Etat était déjà de nature à mettre à genou les citoyen-ne-s les plus fragilisé-e-s et les institutions du canton. Une nouvelle tuile pour les Neuchâtelois-e-s !

La réaction du Conseil d'Etat d'imposer un gel et des baisses linéaires et immédiates des subventions et des budgets relève d'une adaptation incohérente. Le fait que ce sont les personnes les plus défavorisées, celles qui sont au bas de l'échelle, qui en fassent les frais, n'est pas normal. Nous refusons que l'on fasse porter le chapeau à celles et ceux qui n'en peuvent déjà plus. Le gel de tous les travaux d'investissements étatiques aura aussi des incidences sur les entreprises de l'artisanat et du gros-œuvre et leurs salarié-e-s qui ont déjà des années de disette derrière eux.

L'absence d'un budget ne signifie pas la faillite du canton, c'est pourquoi nous demandons au Conseil d'Etat d'abandonner sans attendre ses décisions précipitées et de discuter avec tous les partenaires des solutions envisageables et des conséquences des mesures prises. Le report du gel des contrats d'insertion professionnelle (ISP) est une bonne chose, mais nous restons dans le provisoire. Nous demandons aux partis politiques de droite de prendre leurs responsabilités sociales.

Ces décisions arrivent sur un fond de programme de législature, annoncé en novembre 2017, censé économiser 15 millions par 40 mesures qui, à nos yeux, ne feront qu'affaiblir un peu plus le tissu social et culturel du canton. Ce sera le menu printanier du Grand Conseil. Ce n'est pas en se privant d'une Haute Ecole de musique de grande qualité, en augmentant les effectifs des classes enfantines et primaires, en diminuant l'argent pour les dépenses personnelles des personnes placées dans un home et les personnes adultes en institution, en remettant en cause le travail des orthophonistes et des assistants sociaux/éducateurs /responsables des programmes d'insertion socio-professionnelle, en fermant l'accès à la réinsertion socio-professionnelle des plus démunis, etc., qu'une nouvelle dynamique cantonale, souhaitée par le Conseil d'Etat, sera lancée. Nous sommes décidés à faire entendre la voix des bénéficiaires au travers des professionnel-le-s du monde du travail, car notre canton doit être gouverné autrement que par des coupes budgétaires.

D'abord, il faudrait que chacun paie selon ses capacités. En effet, depuis des décennies, le canton a davantage mal à ses recettes qu'à ses dépenses. Les arrangements fiscaux des grandes entreprises et des plus fortunés nous appauvrit toutes et tous. Nous demandons que le Grand Conseil et le Conseil d'Etat luttent plus sérieusement contre la fraude fiscale, en particulier en engageant des inspecteurs fiscaux supplémentaires, car il s'agit d'un sport qui, au final, nuit à l'ensemble du canton. Et nous demandons la suppression – ou en tous les cas la suspension – des règles du frein à l'endettement par voie de motion populaire, avec clause d'urgence. La reprise étant enfin là, il serait aberrant de la plomber par les mesures envisagées.

S'il y a urgence, alors à situation exceptionnelle mesure exceptionnelle. Nous planchons actuellement sur des propositions concrètes afin d'augmenter les ressources de l'Etat. Ces propositions, qui pourraient passer par un impôt de crise sur les grandes fortunes, seront annoncées prochainement, lors du lancement d'une manifestation intersectorielle qui aura lieu le 10 mars à Neuchâtel. Les inégalités se creusent de manière visible, il est temps de s'en soucier si nous ne voulons pas d'un canton qui parte définitivement à la dérive.

Afin de dire NON aux plans d'austérité successifs et aux conséquences de l'absence de budget 2018 de l'Etat, le comité de crise appelle tous les milieux touchés par ces mesures, ainsi que l'ensemble de la population qui souhaite se montrer solidaire, à descendre dans la rue le samedi 10 mars à 10h30 sur la place de la Gare à Neuchâtel, pour dire leur ras-le-bol.

Le comité de crise

Pour de plus amples renseignements :

Claude Grimm, secrétaire régionale SSP-RN (079 827 37 19), qui vous mettra en contact avec les personnes que vous souhaitez contacter.